

POIVRE et SEL

SALZ und PFEFFER

février / Februar 2015

Revue du Parti socialiste Fribourgeois / Magazin der Sozialdemokratischen Partei Freiburg / www.ps-fr.ch

Editoriaux

Cette année électorale verra l'affrontement de deux visions de la Suisse diamétralement opposées.



Christian Levrat

Les nationalistes conservateurs agitent les peurs. Ils entendent remettre en question la Convention européenne des droits de l'Homme, veulent supprimer le droit à l'asile, attaquent sans relâche le Conseil fédéral, le parlement, les tribunaux. Ils veulent baisser les salaires et libéraliser les services publics. Ils veulent dénoncer les bilatérales.

Face à cette Suisse de l'angoisse, nous devons afficher notre courage. Nous sommes les garants d'une Suisse ouverte, solidaire et plus juste. Il s'agira de défendre les salariés, abandonnés aux spéculateurs internationaux, de passer de la parole aux actes en matière d'égalité salariale. Nous n'acceptons pas qu'à travail égal une femme gagne vingt pour cent de moins que son collègue masculin. De mener une politique de logement davantage orientée vers les besoins des classes moyennes et des familles. Et de lancer toutes nos forces dans la bataille de l'AVS, pour garantir le maintien du niveau des rentes et de l'âge du départ en retraite.

Aucun de nous n'y arrivera seul. Ensemble, nous en sommes capables. Je compte sur chacun et chacune d'entre vous.

Christian Levrat,
Conseiller aux Etats,
Président du PSS

Nach den üblichen Feierlichkeiten mit leuchtenden Girlanden und Weihnachtskugeln, hat uns das neue Jahr rasch in die harte Realität zurückgeholt.



Benoît Piller

Schwierige und unerwartete Themen haben, ohne Rücksicht und Verzögerung, die politische Landschaft rasch neu besetzt. Ich denke dabei an die Pressefreiheit, an die Massnahmen zur Aufhebung der Stützung des Euros und, vor kurzem, an die Initiative gegen das Zentrum für Islamische Studien an der Universität Freiburg.

Der Entscheid der Nationalbank hat unmittelbare Konsequenzen. Er bietet den Arbeitgebern eine willkommene Rechtfertigung für Lohnkürzungen und erneuten Personalabbau. Sollte sich die Lage der heutigen Konjunktur weiter abschwächen, könnten sogar Betriebsverlegungen folgen. Wir müssen deshalb sehr wachsam sein und mehr denn je unbedingt vermeiden, dass dieser neue 'Teufelskreis' unsere Wirtschaft blockiert und in den 'Abgrund' treibt.

Wachsamkeit ist auch dann geboten, wenn unverantwortliche Politiker sich daran machen, unsere Grenzen zu schliessen und sich weigern sich mit anders denkenden Kulturkreisen auseinanderzusetzen und die akademische Freiheit missachten.

Benoît Piller,
Präsident PSF

Recommandations de vote du PS Suisse



Pour les prochaines votations fédérales du 8 mars, le PS recommande:

NON à l'initiative PDC sur les familles

NON à la taxe sur l'énergie

Agenda 2015

Mars

- 11 Congrès électoral PS Fribourgeois
- 19 Café National

Mai

- 21 Assemblée des membres

Juin

- 18 Café National

Septembre

- 03 Débat public - Prévoyance 2020
- 24 Café National

Novembre

- 4 Assemblée des membres

Unsozial und nicht umsetzbar

Volksinitiative « Energie- statt Mehrwertsteuer »

Saubere Energieträger fördern, dazu Öl, Gas und Atom belasten und damit unattraktiv machen und zuletzt dabei erst noch die Mehrwertsteuer einsparen: Was auf den ersten Blick wie eine energiepolitische, eierlegende Wollmilchsau daherkommt, entpuppt sich bei genauerem Hinsehen als nicht zielführend, unsozial und für die öffentlichen Finanzen schwer schädlich. Die SP hat sich deshalb von Beginn an gegen diese Initiative gewendet und schlug dabei andere, inzwischen teilweise umgesetzte Massnahmen für die Energiewende vor.



Jean-François Steiert

Gravierende Folgen für die Staatseinnahmen

Die von den Grünliberalen lancierte und von fast allen anderen Parteien bekämpfte Initiative möchte die Mehrwertsteuer abschaffen und die so wegfallenden Einnahmen durch die Steuer auf nicht erneuerbare Energieträger ersetzen. Diese Vermischung zweier Anliegen ist grundsätzlich undurchführbar: Die massive Verteuerung von Energieträgern, die damit erfolgen würde, könnte zwar eine willkommene Senkung des entsprechenden Verbrauchs mit sich bringen; damit würden aber auch die Einnahmen sinken, was zu einer ständigen Erhöhung der Energiegebühren bis ins Unermessliche führen würde. Schliesslich gilt es, einen jährlichen Betrag von 22 Milliarden Franken zu kompensieren!

Eine solche Entwicklung wäre bald unhaltbar und würde massive Verluste bei den Staatseinnahmen

bewirken – mit schweren Folgen für unsere Sozialwerke, den öffentlichen Verkehr oder unser Bildungswesen. Leiden würden letztlich auch die Ausgaben für die Energiewende (Energieforschung, Förderung erneuerbarer Energieträger, usw.) – das Gegenteil dessen, was die Initiative eigentlich will.

Unsoziale Auswirkungen auf Familienhaushalte

Die Auswirkungen der Initiative wären gleich doppelt unsozial. Erstens, weil Bund und Kantone wegen der nicht mehr möglichen Kompensation der wegfallenden Mehrwertsteuer Ausgaben kürzen müssten, die dem sozialen Ausgleich dienen: drohen würden Kürzungen bei den Renten oder bei den Verbilligungen der Krankenversicherungsprämien, aber auch Erhöhungen von Gebühren für Studien, Kinderkrippen und anderen öffentlichen Dienstleistungen.

Diese negativen Auswirkungen werden durch die Tatsache verstärkt, dass sehr hohe Energieabgaben Haushalten mit tiefen und mittleren Einkommen in vielen Fällen eine höhere Last beschere würden als die wegfallende Mehrwertsteuer. Ich werde aus diesen Gründen NEIN zur Initiative „Energie- statt Mehrwertsteuer“ stimmen.

Jean-François Steiert,
Nationalrat

Le PS rejette résolument l'initiative populaire „Remplacer la TVA par une taxe sur l'énergie“. En supprimant la TVA on supprime l'une des sources de revenu les plus importantes et les plus sûres de la Confédération. Cette initiative est en outre dangereuse parce qu'elle comporte une erreur de conception fondamentale: Dès que son but serait atteint et que la consommation d'énergie diminuerait, l'Etat en subirait mécaniquement un manque à gagner qui se traduirait par des plans d'austérité. Pour cette raison et parce que la nouvelle taxe serait régressive, la reconversion énergétique se ferait à deux égards aux frais des personnes à revenus modestes.

▷ Non aux expérimentations politico-financières !

▷ Non aux plans d'austérité à cause d'une erreur de conception !

▷ Non à une reconversion antisociale !

**NON AUX
EXPÉRIMENTATIONS
FINANCIÈRES !**



A côté de sa cible

L'initiative du PDC « Aider les familles »

L'initiative PDC «Aider les familles» qui sera soumise en votation le 8 mars 2015 souhaite alléger fiscalement les classes moyennes en proposant d'exonérer d'impôt les allocations pour enfant et les allocations de formation professionnelle.



Valérie Piller Carrard

Si cette initiative a le mérite de mettre le doigt sur un problème qui nous met tous d'accord, c'est-à-dire qu'il faut soutenir les familles dans le besoin, elle passe malheureusement à côté de sa cible en instaurant une inégalité de traitement. En effet, le Conseil fédéral le dit lui-même, cette initiative favorise avant tout les familles aisées. Sur le plan fédéral, en raison de l'impôt progressif, seules la classe moyenne supérieure et les personnes à hauts revenus bénéficieraient de l'exonération. Par contre, plus de 50% des familles ne bénéficieraient pas d'aucun allègement car ces ménages ne sont pas soumis à l'impôt fédéral direct, et c'est souvent ces familles-là qui en auraient le plus besoin. Au niveau cantonal, l'allègement profiterait à plus de ménages, mais là aussi, en raison de la progressivité de l'impôt, plus le revenu est élevé plus la baisse fiscale serait importante.

Cette initiative créerait en outre une diminution des recettes fiscales de l'ordre de 200 millions pour la Confédération et de 760 millions pour les cantons et les communes. Diminution qui se répercuterait sur la population et notamment sur les personnes les plus défavorisées. En effet, il faudra bien compenser ces pertes fiscales, soit par des hausses d'impôt ou par des mesures d'économie notamment

dans la formation, sur les subsides d'assurances maladie ou encore dans l'aide apportée aux structures d'accueil extrafamilial.

Loin d'aider les familles dans le besoin, cette initiative renforce les inégalités. Il est néanmoins nécessaire de mettre en place des mesures pour alléger les charges qui pèsent surtout sur les familles qui ont dû mal à joindre les deux bouts. D'autres solutions existent et sont en train d'être discutées au sein du Parti socialiste. Un groupe de travail planche actuellement sur une initiative qui consisterait à octroyer des chèques aux parents pour chaque enfant, permettant ainsi un soulagement aux parents à faible revenus, ce qui n'est pas le cas avec l'initiative du PDC.

Je vous invite à voter NON à cette initiative pour toutes les raisons évoquées plus haut. Par contre, il y a une chose pour laquelle je suis d'accord avec le PDC, après avoir allégé fiscalement à deux (bientôt trois) reprises les entreprises, il est grand temps que les familles bénéficient également d'allègements; mais leur proposition n'est malheureusement pas la bonne.

Valérie Piller Carrard,
conseillère nationale



Die SP verwirft die CVP-Initiative "Familien stärken". Sie verstärkt vor allem Ungleichheiten und begünstigt die Betuchten. 50% der Familien würden leer ausgehen. Die Initiative würde Steuereinnahmen von ca 200 Mio für den Bund und 760 Mio für Kantone und Gemeinden vermindern. Unverantwortlich, meint die SP. Andere Lösungen, z.B. die Einführung von Ausbildungsschecks, müssen her.



NEIN

zur «Familieninitiative» der CVP

BÜPF – fortschrittliche Überwachung oder „Schnüffelstaat“?

Im heutigen „digitalen Zeitalter“ schaffen wir durch Kommunikation mit Natel, Laptop und Tablets unendliche Datenmengen.



Ursula Schneider

Damit hinterlassen wir nebst „inhaltlichen“ Daten auch technische Spuren, z.B. wann wir mit wem über welchen Anschluss telefoniert haben (Randdaten oder „Vorratsdaten“). Was passiert mit all diesen Daten? Die Totalrevisions des Bundesgesetzes betreffend die Überwachung des Post- und Fernmeldeverkehrs (BÜPF) wird derzeit in der Rechtskommission des Nationalrats beraten. Kritiker des Gesetzes warnen vor „Schnüffelstaat“, Vorratsdatenspeicherung und Staatstrojanern.

Bei Strafverfolgungen ist eine Überwachung der Kommunikationsmittel schon heute möglich, aber aufgrund der rasanten technologischen Entwicklung schwieriger geworden. Die Überprüfung von Anrufen von Festnetz zu Festnetz sind technisch einfach und gesetzlich geregelt. Hingegen wird die ungenügende Überwachung der heute oftmals verschlüsselten Kommunikation per Email oder Internettelefonie (Whatsapp, Skype usw.) von Kriminellen ausgenutzt. Deshalb soll das BÜPF revidiert werden. Müssen wir nun alle befürchten, ständig überwacht zu werden?

Wir stehen im Spannungsfeld von öffentlicher Sicherheit (Kriminalitätsbekämpfung) und persönlicher Freiheit (Datenschutz). Letztlich stellt sich die Frage, wo

ein Eingriff in das Grundrecht der persönlichen Freiheit zugelassen werden darf: dürfen bestehende Datensammlungen ausgewertet werden? Dürfen neue Kommunikationsmittel überwacht werden? Ich finde: Im Rahmen der Strafverfolgung und zur Kriminalitätsbekämpfung ja, aber unter strengen, in BÜPF und Strafprozessordnung zu regelnden Bedingungen.

Müssen wir nun alle befürchten, ständig überwacht zu werden?

Das BÜPF ist nicht das Nachrichtendienstgesetz! Eine Überwachung darf nicht präventiv erfolgen; sie ist nur im Rahmen von Strafverfahren gestattet gegen eine Person, bei der ein dringender Verdacht besteht, dass sie eine schwere Straftat begangen hat und auch dann nur, wenn die bisherigen Untersuchungsmassnahmen erfolglos waren. Schliesslich wird auch noch das Zwangsmassnahmengericht die Überwachung genehmigen müssen. Gleiches gilt für die Herausgabe der Randdaten, welche von Swisscom,

Orange „und Co“ schon heute, z.B. für die Rechnungsstellung, gespeichert werden. Besondere Vorsicht ist allerdings bei der geplanten Einführung von spezieller Überwachungssoftware in Computer verdächtiger Personen geboten (GovWare oder „Staatstrojaner“). Wenn sie überhaupt zugelassen werden sollen, müssen sie höchsten Sicherheitsanforderungen genügen. Der Staat kann also nicht „mit den Daten machen, was er will“!

Ursula Schneider Schüttel,
Nationalrätin

Si vous avez lu «1984» de George Orwell, vous saurez de quoi il s'agit; si vous ne l'avez pas lu, faites-le toutes affaires cessantes. La révision totale de la Loi fédérale sur la surveillance de la correspondance par poste et télécommunication nous en donne l'occasion.

Devons-nous craindre une surveillance constante? Une réflexion sur la limite entre la protection et la surveillance doit faire l'objet d'intensives réflexions. On ne saurait s'y opposer, mais des garde-fous s'imposent.



La nouvelle loi scolaire enfin sous toit

L'élaboration d'une loi peut parfois ressembler à un parcours interminable... surtout quand celle-ci concerne un sujet sensible, l'école.



Gaétan Emonet

Après 18 séances de commission et des heures (parfois interminables) de débats, les 106 articles ont été validés par le Grand Conseil en septembre dernier. Les discussions ont été nourries et de nombreuses propositions ont été débattues, combattues. Quelques points d'achoppement :

- ▷ Le nombre de classes pour composer un établissement,
- ▷ La mise en place des responsables d'établissement et leur cahier des charges,
- ▷ La disparition des commissions scolaires (facultatives) et l'instauration d'un conseil des parents,
- ▷ Le financement avec une nouvelle répartition des charges entre les communes et l'Etat.

En décembre, un référendum intitulé « Laissez les écoliers au village » a été lancé. La direction des établissements et la fonction organisationnelle des responsables d'établissement étaient visées. Avec 4'016 signatures récoltées, il n'a abouti. Cela permet maintenant de poursuivre les travaux de rédaction du règlement d'application et l'entrée en vigueur de cette loi a été fixée (prématurément à mon goût) au 1er août 2015.

L'implication des députés socialistes dans ce dossier a été grande et les discussions ont été parfois animées. Au final, le texte est équilibré et donne une vision moderne et durable pour l'avenir de notre école fribourgeoise.

Pour ma part, ayant suivi le dossier depuis la mise en consultation de l'avant-projet en automne 2010, l'expérience a été enrichissante et formatrice. Je souhaite maintenant que les moyens financiers nécessaires soient octroyés afin que son implémentation réussisse et soit le support d'une école fribourgeoise de qualité au service de tous les élèves qui la fréquentent.

Gaétan Emonet, député

Das neue Schulgesetz ist endlich unter Dach und Fach. Stundenlange Debatten in der vorberatenden Kommission und im Grossen Rat führten zu 8 Schulklassen pro Schulkreis, zur Einsetzung von Schulleitungen, zur Abschaffung der Schulkommission und Einsetzung von Elternräten. Die Kosten zwischen Kanton und Gemeinden wurden neu geregelt – alles Voraussetzungen für eine Schule mit Qualität. Die Arbeit wird nun mit der Ausarbeitung des Ausführungsreglementes fortgesetzt. Das Gesetz soll am 1. August 2015 in Kraft treten.

Schluss mit den Sparmassnahmen im Kanton Freiburg

Die Sparmassnahmen des Kantons müssen gestoppt werden! In den vergangenen Jahren hat der Staatsrat mit seiner Schwarzmalerei eine regelrechte Sparhysterie entwickelt.



Ursula Krattinger-Jutzet

Gesunde Finanzen sind wichtig, um die Aufgaben und Dienstleistungen eines Staates zu erbringen. Aber der Kanton Freiburg hat gesunde Finanzen! Er hat keine

Schulden und ein Vermögen von einer Milliarde Franken. Zudem will der Staatsrat die Unternehmenssteuern massiv senken und kann auch noch einen beträchtlichen Betrag aus dem Gewinn der Nationalbank erwarten. Trotzdem will der Finanzminister an den Sparmassnahmen festhalten und sie sogar noch ausdehnen, Das ist unverantwortlich! Denn ohne zusätzliche finanzielle Mittel können keine Projekte verwirklicht werden und der Kanton kommt nicht vorwärts. Dies etwa in der Alterspolitik, wo viele Beteiligte das Konzept „Senior+“ erarbeitet

haben und dieses jetzt, mangels finanzieller Mittel zur Umsetzung, stark abgeschwächt und verwässert wurde. Auch bei der Kleinkinderbetreuung und der Integrationspolitik stehen noch viele wichtige Aufgaben an, die finanziell unterstützt werden müssen.

Die Sparhysterie des Staatsrates wird vor allem auch vom Staatspersonal getragen. Solidaritätsbeiträge, keine Stufenerhöhungen, nur eine Vollzeitstelle im Jahr pro Direktion sind die Opfer, welche die Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter des Kantons erbringen müssen. Das ist unverantwortlich und nicht weitsichtig und führt zu Überbelastung, Krankheit und Demotivation. Deshalb: Schluss mit Sparmassnahmen auf dem Buckel des Staatspersonals!

Ursula Krattinger-Jutzet,
Grossrätin

Arrêtons les mesures d'austérité dans le Canton de Fribourg !

Le canton de Fribourg dispose de finances saines. Pas de dettes et une fortune d'un milliard de francs ! Malgré cela, le ministre des finances veut non seulement garder ses mesures d'austérité, il veut même les étendre ! C'est irresponsable ! Les victimes de cette politique sont le projet « Senior+ », la prise en charge de la petite enfance, le processus d'intégration des plus fragiles, ainsi que les employés de l'Etat.

Centre cantonal fort et aménagement du territoire

Depuis de nombreuses années, le PSF a fait de ce thème l'une de ses priorités politiques. Il a à cœur de moderniser nos structures territoriales pour obtenir une gouvernance forte et une amélioration de la qualité de vie des habitants de ce canton et ceci par un développement durable et cohérent.



Pierre Mauron

Au début des années 1990, John Clerc a rédigé la motion qui est à l'origine de l'agglomération fribourgeoise. Il y a eu ensuite le lancement commun d'initiatives communales par les sections PS du Grand Fribourg, ou encore l'appel commun des PS Sarine campagne et de la Ville de Fribourg le 25 avril 2013 en faveur d'une vision ambitieuse en matière de fusion et de réalisations concrètes et rapides des projets en cours.

Le groupe PS au Grand conseil a dû déposer plusieurs interventions, résolutions et motions pour obliger enfin le Conseil d'Etat à mettre en œuvre la concrétisation d'un centre cantonal fort. Et pendant ce temps-là, dans l'agglomération bulloise, à force d'immobilisme, les partis bourgeois, largement majoritaires au sein des autorités, se font rattraper par le mécontentement d'une population vivant dans une ville défigurée. A l'instar du directeur de la Direction de l'aménagement, de l'environnement et des constructions (DAEC) qui à force de prudence déçoit même les

plus conservateurs, le canton de Fribourg souffre d'un aménagement chaotique, d'un cruel manque de vision et d'un défaut d'ambition. La nouvelle LAT, qui devrait pourtant donner un bol d'air au canton et aux communes, tant du point de vue financier que territorial, est perçue comme un ennemi. Pourtant, avec un peu de bonne volonté, il serait possible de s'en servir positivement et d'oser enfin imaginer ce que le canton devrait être d'ici 20 ou 30 ans.

Pierre Mauron,
député, chef du groupe PS au
Grand Conseil

Die sozialdemokratische Fraktion musste im Grossen Rat mehrere Interpellationen, Anträge und Motionen einreichen um den Staatsrat zu zwingen, sich für ein glaubwürdiges und politisch starkes Zentrum einzusetzen. Zudem müsste man sich dringend der Region Bulle annehmen, die durch planlose Bauwut ohne Ende total verstopft ist. Die SP setzt sich für eine vorausschauende Kantons- und Regionalpolitik ein, die sich den Bedürfnissen der Bevölkerung stellt und nicht in Unbeweglichkeit erstarrt.

Das Wort hat der Präsident des Staatsrates des Kantons Freiburg ...

Liebe Genossinnen und Genossen

Dieses Jahr werden sowohl der Grosse Rat als auch der Staatsrat von Sozialdemokraten présidiert. Und auf der eidgenössischen Bühne kommt uns die Ehre von gleich drei Vorsitzen in sozialdemokratischer Hand zu. Wir müssen diese ausserordentliche Sichtbarkeit zu nutzen wissen. Es sind dies Chancen, um auf die Bevölkerung zuzugehen, unsere Ideen und Projekte für eine gerechtere und solidarischere Freiburger und Schweizer Gesellschaft zu verbreiten.

Als Staatsratspräsident möchte ich mich für mehr Vertrauen und

Öffnung einsetzen. Vertrauen, das wir brauchen, um zusammen die zukünftigen Herausforderungen unseres Kantons zu meistern. Eine Öffnung, die wir sowohl im Geiste als auch in der Tat umsetzen müssen. Sie ist unsere Antwort als Sozialdemokraten und Sozialdemokratinnen auf all jene, die die Abschottung preisen. Gesellschaften, die sich abschotten, werden schwächer. Eine Gesellschaft mit einer Dynamik der Öffnung hingegen wird immer stärker werden: Integrieren statt zurückweisen. Gegenseitiges Kennenlernen statt Ignoranz. Solidarität statt Egoismus. Teilen, statt an seinen Privilegien festklammern. Den

Mut zum «Ja» haben, statt von vornherein «Nein» zu sagen. Verbindungen aufbauen, statt Brücken zu zerschlagen. All diese unterschiedlichen Formen der Öffnung liegen der SP in den Genen. Nun ist es an uns, sie in der Freiburger Bevölkerung zu verankern!

Erwin Jutzet

La parole est au président du Grand Conseil du canton de Fribourg ...

Chères camarades, chers camarades

Je suis très honoré par la présidence du Grand Conseil pour l'année 2015. Certains parmi vous peuvent se demander en quoi consistent les tâches principales de ma fonction présidentielle. Il m'incombe la responsabilité de diriger les sessions du Grand Conseil avec leurs d'objets à traiter. Par exemple, de nouvelles lois sont à adopter, des instruments parlementaires à débattre, puis à voter. Il est important de mener les débats de manière neutre afin que les discussions puissent se dérouler sereinement et équitablement pour toute la députation.

J'ai également de nombreuses représentations à assumer dans tout le canton. C'est avec un grand plaisir que j'irai ainsi à la rencontre des Fribourgeoises et des Fribourgeois. Ce sera l'occasion d'échanger avec la population de notre canton, mais aussi d'entendre les préoccupations de chacune et chacun. Avec Erwin nous aurons, par nos discours et nos échanges, l'opportunité de transmettre une vision socialiste d'une société « pour tous sans privilège ». Lors de mes interventions, je défendrai également la volonté d'un canton de Fribourg « fort et solidaire » afin de permettre à ses 300'000 habitants de trouver une place dans notre société, indépendamment de leur âge et de leur origine.

David Bonny



Nous souhaitons à Erwin et à David plein succès pour cette année présidentielle durant laquelle ils pourront compter sur le soutien des camarades.

Wir suchen, nous recherchons



Ab der nächsten Nummer erscheint das **Salz&Pfeffer** in neuer Aufmachung und mit erweitertem Inhalt. Die Redaktionsgruppe sucht weitere vife Köpfe, die ein wenig Zeit und viel Lust haben, an der Entstehung und Umsetzung des jeweiligen Magazins mitzuwirken: Redaktoren und Redaktorinnen, Lektoren und Lektorinnen, Übersetzerinnen und Übersetzer. Meldet Euch bitte im Sekretariat der SP.

A partir du prochain numéro, **Poivre&Sel** se présentera dans un nouvel habit, avec un contenu enrichi. Son groupe de rédaction est à la recherche de têtes pensantes qui auraient du plaisir et un peu de temps à lui consacrer pour la création de ses magazines: Rédactrices et Rédacteurs, Lectrices et Lecteurs, Traductrices et Traducteurs, veuillez vous annoncer au secrétariat du PS.

Changement d'adresse:
Parti socialiste fribourgeois
Salz & Pfeffer / Poivre & Sel
Cp 196, 1705 Fribourg

PP 1705 Fribourg

IMPRESSUM

Rédaction/Redaktion:

Salz und Pfeffer, Poivre et Sel,
Case postale 196, 1705 Fribourg
Tel. 026 422 26 76

CCP / Postkonto 17-1660-3
info@ps-fr.ch

Impression/Druck

Imprimerie Bonny, 1700 Fribourg

Tirage/Auflage: 1300

Parution/Erscheint: 4x an / Jahr

Rédaction / Redaktion

Andrea Burgener Woeffray
andreaburgener@bluewin.ch
Michel Studer
michel-studer@bluewin.ch
André Bader
bader.andre@gmail.com

Mise en page / Gestaltung

Gilles Scherlé - Impressions
gscherle@impressions.name

Ont collaboré /

Es haben mitgearbeitet

Christian Levrat, Benoît Piller, Jean-François Steiert, Valérie Piller Carrard, Ursula Schneider Schüttel, Gaetan Emonet, Ursula Krattinger-Jutzet, Pierre Mauron, Erwin Jutzet, David Bonny

Traductions: Michel Studer, André Bader, Andrea Burgener Woeffray